

Philippe GOUJON

*Paris (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté (n° 114) [25 juillet 2007]

Membre du conseil d'orientation de l'observatoire national de la délinquance [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre de la commission nationale des compétences et des talents [J.O. du 7 décembre 2007]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté (n° 114) [18 septembre 2007] (n° 162)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Vidéosurveillance, développement [23 octobre 2007] (p. 3056)

Politique extérieure. Liban. Situation politique [13 mai 2008] (p. 2018)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2137)

Thèmes :

Droit pénal : injonction de soins (p. 2138)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2138)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire : psychologues (p. 2138)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2138)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : Parti socialiste (p. 2137)

Système pénitentiaire : réforme (p. 2138)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 2138)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2506)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2507)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 2506)

Secteur public : service minimum (p. 2506)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2506, 2507)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2506)

Transports urbains : RATP (p. 2506, 2507)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2142)

Thèmes :

- Etrangers : politique de l'immigration (p. 2142)
- Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2142)
- Langue française : usage : immigration (p. 2143)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 10

Son amendement n° 81 (obligation d'enregistrement des ressortissants communautaires) : adopté (p. 2312)

Son amendement n° 80 (exercice des droits pendant le transfert vers le lieu de rétention) : adopté (p. 2312)

Son amendement n° 79 (versement, pour partie, de l'allocation temporaire d'attente sous la forme d'un titre de paiement spécial permettant d'acquérir des biens et services de première nécessité) (p. 2312) : retiré (p. 2313)

Article 13 (extension du recours à la visioconférence pour les audiences de prolongation de rétention par le juge des libertés et de la détention)

Son amendement n° 271 (p. 2316)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad. n° 181 de M. Frédéric Lefebvre (création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 2319)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2336)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2351)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2336, 2351)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : indépendance (p. 2337)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : nomination (p. 2352)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : Royaume-Uni (p. 2352)

Défense : opérations extérieures : détenus (p. 2352)

Etat : Médiateur de la République (p. 2337, 2351)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : protocole (p. 2337)

Parlement : office parlementaire d'évaluation de la législation : autorités administratives indépendantes (p. 2336)

Parlement : prérogatives : nomination (p. 2337)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2337, 2351)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 2336)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2353 à 2383)

Article 1er (statut et champ de compétence du Contrôleur général)

Ses interventions (p. 2353 et s.)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Son intervention (p. 2357)

Article 3 (recrutement de contrôleurs)

Son intervention (p. 2359)

Article 4 (secret professionnel)

Ses interventions (p. 2360 et s.)

Article 5 (modalités d'information et de saisine du Contrôleur général)

Son intervention (p. 2362)

Article 5 bis (saisine de la CNDS et du Médiateur de la République par le Contrôleur général)

Son intervention (p. 2363)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Ses interventions (p. 2364, 2374 et s.)

Article 7 (suites données aux visites)

Son intervention (p. 2378)

Article 8 (avis et recommandations)

Son intervention (p. 2381)

Après l'article 11

Intervient sur l'adtt n° 40 de la commission (coordination) (p. 2383)

*Seconde délibération**Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)*

Son intervention (p. 2383)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2386)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 7

Son amendement n° 25 précédemment réservé (achat de véhicules de moins de trois mètres et rejetant moins de 120 grammes de CO² par kilomètre : bénéfice du crédit d'impôt prévu pour les motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride) (p. 2939) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 2940)

Son amendement n° 26 précédemment réservé (achat de véhicules rejetant moins de 100 grammes de CO² par kilomètre : bénéfice du crédit d'impôt prévu pour les motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 2941)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4187)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 4187)

SÉCURITÉ

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 23 octobre 2007

Son intervention (p. 15)

Thèmes :

Ordre public : vidéosurveillance (p. 15)

Ordre public : violences urbaines (p. 15)

Police : policiers : logement (p. 15)

Police : policiers : primes (p. 15)

Sécurité routière : circulation urbaine : Paris (p. 15)

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Son intervention (p. 4679)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4679)

Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4679)

Enseignement privé : établissements sous contrat : financement public (p. 4680)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4680)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « SÉCURITÉ »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3975) :

- Réunion de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République du 12 juin 2008

Son intervention (p. 3982)

**Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil
pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires
publiques pendant le temps scolaire**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ;
[16 juillet 2008] (p. 4642)**

*Article 9 (organisation du service d'accueil par une
autre commune ou un établissement public de
coopération intercommunale)*

Son intervention (p. 4682)